



Transparency International Indice de Perceptions de la Corruption 2006

<http://www.transparency.org>

Transparency International Secretariat
Alt Moabit 96
10559 Berlin
Allemagne
Tel: +49-30-34 38 20 19/45
Fax: +49-30-34 70 39 12
press@transparency.org

A propos de TI :

Créée en 1993, Transparency International est la principale organisation non-gouvernementale internationale consacrée exclusivement à la lutte contre la corruption. TI, qui comprend actuellement 100 sections nationales de par le monde, a son Secrétariat International basé à Berlin en Allemagne. Pour plus d'informations sur TI, ses sections nationales et ses activités, veuillez visiter : www.transparency.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse :

Gypsy Guillén Kaiser, ggkaiser@transparency.org

Tel: +49 30 343820662 / Fax: +49 30 34703912 Jesse Garcia, jgarcia@transparency.org

Tel.: +49-30 3438 20 667 / Fax: +49-30 3470 3912

Informations techniques complémentaires :

Prof. Dr Johann Graf Lambsdorff

Passau University, Germany

Tel: +49 851 509 2551

jlambsd@uni-passau.de

Embargo jusqu'à 9.00 GMT, 6 Novembre 2006

L'Indice de Perceptions de la Corruption 2006 confirme le lien entre la pauvreté et la corruption Démontre que les rouages de la corruption restent bien huilés, en dépit de l'amélioration de la législation

Berlin, 6 Novembre 2006 – L'Indice de Perception de la Corruption (IPC), publié aujourd'hui par Transparency International (TI), met en évidence un lien profond entre corruption et pauvreté. Les pays à faibles revenus demeurent en queue de classement.

"La corruption enferme des millions de personnes dans la pauvreté," a déclaré Huguette Labelle, Présidente de Transparency International. "Malgré une décennie de progrès dans l'établissement de législations et de régulations anti-corruption, les résultats d'aujourd'hui montrent qu'il reste beaucoup à faire avant de pouvoir observer de réelles améliorations dans le quotidien des populations les plus défavorisées."

L'Indice de Perception de la Corruption 2006 est un indice composite établi à partir de plusieurs sondages d'opinion d'experts se prononçant sur leur perception du niveau de corruption dans les secteurs publics de 163 pays (panel le plus large analysé dans l'IPC depuis sa création en 1995). Il classe les pays sur une échelle de zéro à dix, zéro indiquant un degré de perception de la corruption élevé et dix indiquant un degré de corruption perçue comme faible.

Les résultats de l'IPC 2006 mettent en évidence une forte corrélation entre corruption et pauvreté. Près de trois quarts des pays figurant dans le classement ont obtenu une note inférieure à cinq. On trouve dans cette catégorie tous les pays à revenus faibles ainsi que tous les pays Africains du classement à l'exception de deux. Cela indique que la corruption est perçue comme élevée dans la plupart des pays du monde. Soixante et onze pays – près de la moitié des pays analysés – ont une note inférieure à trois, ce qui est le signe d'une corruption perçue comme endémique. Haïti obtient la note la plus faible avec 1,8. La Guinée, l'Irak et le Myanmar partagent l'avant-dernière place avec une note de 1,9. La Finlande, l'Islande et la Nouvelle-Zélande ont la note la plus élevée (9,6).

Les pays pour lesquels la corruption est ressentie en croissance notable sont le Brésil, Cuba, Israël, la Jordanie, le Laos, les Seychelles, Trinité-et-Tobago, la Tunisie et les Etats-Unis. La corruption est au contraire perçue comme en recul pour l'Algérie, la République tchèque, l'Inde, le Japon, la Lettonie, le Liban, l'île Maurice, le Paraguay, la Slovaquie, la Turquie, le Turkménistan et l'Uruguay.

Une concentration d'Etats généralement considérés comme « défaillants » apparaît clairement à la fin du classement. L'Irak a chuté à l'avant-dernière place. Les enquêtes d'opinion d'avant-guerre concernant ce pays n'ont pas été pris en compte dans l'IPC 2006.

Si les pays industrialisés obtiennent une note relativement élevée dans l'IPC 2006, nous notons cependant la persistance d'importants scandales de corruption dans beaucoup de ces pays. Bien que la corruption ait dans les pays industrialisés un impact moindre sur la pauvreté et le développement que dans les pays émergents, ces scandales démontrent qu'il importe de rester vigilant.

La question des facilitateurs

La mauvaise note de nombreux pays indique que les facilitateurs de la corruption continuent à aider les élites politiques à blanchir, accumuler et profiter de richesses injustement acquises et souvent tirées de biens publics dérobés. La présence d'intermédiaires complaisants – souvent originaires des économies dominantes ou qui agissent à partir d'elles - encourage la corruption. Les corrompus savent qu'il y aura toujours un banquier, un comptable, un avocat ou tout autre spécialiste prêt à les aider à produire, transférer ou stocker leurs revenus illicites.

Le crédit-bail anglais au Kenya et les scandales qui lui sont liés en sont un bon exemple. John Githongo, l'ancien responsable de la lutte anti-corruption au Kenya, estime que des fonds publics ont pu être détournés grâce à des contrats frauduleux en utilisant des sociétés-écrans sophistiquées et des comptes bancaires localisés dans des juridictions européennes et offshore. Selon *l'Indice de Corruption du Kenya* de TI Kenya, la corruption coûte environ 1 milliard d'US\$ chaque année aux Kenyans, tandis que plus de la moitié d'entre eux vivent avec moins de 2 US\$ par jour.

Les actes de corruption impliquent un donneur et un receveur. Concernant le donneur, TI préconise le recours à des mesures strictes telles que la criminalisation de la corruption à l'étranger déjà prévue par la Convention de l'OCDE. En ce qui concerne le receveur, TI demande que soient publiés les patrimoines des agents publics et que soient adoptés des codes de conduite.

Les malversations sont souvent rendues possibles par des professionnels issus de secteurs variés. Les intermédiaires corrompus établissent un lien entre donneurs et receveurs, créant ainsi un contexte de confiance mutuelle et de réciprocité. Ils s'efforcent de donner un aspect légal aux pratiques de corruption et d'assurer que la responsabilité soit endossée par des boucs émissaires dans le cas où les malversations seraient découvertes.

"Les sociétés et les associations professionnelles d'avocats, de comptables et de banquiers ont une responsabilité particulière pour l'adoption de mesures plus strictes contre la corruption," a affirmé David Nussbaum, Directeur de Transparency International. "A travers les fonctions de commissariat aux comptes ou de conseil fiscal, ils peuvent efficacement contribuer à la lutte contre la corruption."

Transparency International préconise :

- La promotion et, si nécessaire, l'adoption de codes de conduite spécifiques à la corruption par les associations professionnelles (par exemple l'Association Internationale du Barreau, l'Association Internationale de la conformité et les associations professionnelles d'experts comptables) ;
- Des formations professionnelles visant à s'assurer que les intermédiaires honnêtes comprennent mieux leur rôle ;
- Des sanctions juridiques ou professionnelles pour les professionnels du droit, de la finance et de la comptabilité qui rendent la corruption possible ;
- Un examen plus rigoureux du rôle des centres financiers opaques qui facilitent les transactions entachées de corruption.

Transparency International est l'organisation mondiale de la société civile menant la lutte contre la corruption.

Note aux rédacteurs : le 4 octobre 2006, TI a rendu public son Indice de Corruption des Pays Exportateurs (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi) relatif à la propension des entreprises des 30 principaux pays exportateurs à payer des pots-de-vin à l'étranger.

Le 7 décembre,, TI publiera son Baromètre mondial sur la corruption 2006 (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb) qui exprime les perceptions des populations sur les degrés de corruption dans les principales institutions telles que les juridictions, le parlement ou la police. Le Baromètre est publié en prévision de la Journée mondiale contre la corruption, le 9 décembre 2006.

Rang Du Pays	Pays/territoire	Note De l'IPC 2006*	** Intervalle de confiance	Sondages utilisés***
1	Finlande	9.6	9.4 - 9.7	7
	Islande	9.6	9.5 - 9.7	6
	Nouvelle Zélande	9.6	9.4 - 9.6	7
4	Danemark	9.5	9.4 - 9.6	7
5	Singapour	9.4	9.2 - 9.5	9
6	Suède	9.2	9.0 - 9.3	7
7	Suisse	9.1	8.9 - 9.2	7
8	Norvège	8.8	8.4 - 9.1	7
9	Australie	8.7	8.3 - 9.0	8
	Pays-Bas	8.7	8.3 - 9.0	7
11	Autriche	8.6	8.2 - 8.9	7
	Luxembourg	8.6	8.1 - 9.0	6
	Royaume-Uni	8.6	8.2 - 8.9	7
14	Canada	8.5	8.0 - 8.9	7
15	Hong Kong	8.3	7.7 - 8.8	9
16	Allemagne	8.0	7.8 - 8.4	7
17	Japon	7.6	7.0 - 8.1	9
18	France	7.4	6.7 - 7.8	7
	Irlande	7.4	6.7 - 7.9	7
20	Belgique	7.3	6.6 - 7.9	7
	Chili	7.3	6.6 - 7.6	7
	Etats-Unis	7.3	6.6 - 7.8	8
23	Espagne	6.8	6.3 - 7.2	7
24	Barbades	6.7	6.0 - 7.2	4
	Estonie	6.7	6.1 - 7.4	8
26	Macao	6.6	5.4 - 7.1	3
	Portugal	6.6	5.9 - 7.3	7
28	Malte	6.4	5.4 - 7.3	4
	Slovénie	6.4	5.7 - 7.0	8
	Uruguay	6.4	5.9 - 7.0	5
31	Emirats Arabes Unis	6.2	5.6 - 6.9	5
32	Bhoutan	6.0	4.1 - 7.3	3
	Qatar	6.0	5.6 - 6.5	5
34	Israël	5.9	5.2 - 6.5	7
	Taiwan	5.9	5.6 - 6.2	9
36	Bahrain	5.7	5.3 - 6.2	5
37	Botswana	5.6	4.8 - 6.6	6
	Chypre	5.6	5.2 - 5.9	4
39	Oman	5.4	4.1 - 6.2	3
40	Jordanie	5.3	4.5 - 5.7	7
41	Hongrie	5.2	5.0 - 5.4	8
42	L'île Maurice	5.1	4.1 - 6.3	5
	Corée du Sud	5.1	4.7 - 5.5	9
44	Malaisie	5.0	4.5 - 5.5	9
45	Italie	4.9	4.4 - 5.4	7
46	République Tchèque	4.8	4.4 - 5.2	8
	Koweït	4.8	4.0 - 5.4	5
	Lituanie	4.8	4.2 - 5.6	6
49	Lettonie	4.7	4.0 - 5.5	6
	Slovaquie	4.7	4.3 - 5.2	8
51	Afrique du Sud	4.6	4.1 - 5.1	8
	Tunisie	4.6	3.9 - 5.6	5
53	Dominique	4.5	3.5 - 5.3	3
54	Grèce	4.4	3.9 - 5.0	7
55	Costa Rica	4.1	3.3 - 4.8	5
	Namibie	4.1	3.6 - 4.9	6
57	Bulgarie	4.0	3.4 - 4.8	7
	Salvador	4.0	3.2 - 4.8	5
59	Colombie	3.9	3.5 - 4.7	7
60	Turquie	3.8	3.3 - 4.2	7
61	Jamaïque	3.7	3.4 - 4.0	5
	Pologne	3.7	3.2 - 4.4	8
63	Liban	3.6	3.2 - 3.8	3
	Seychelles	3.6	3.2 - 3.8	3
	Thaïlande	3.6	3.2 - 3.9	9
66	Belize	3.5	2.3 - 4.0	3
	Cuba	3.5	1.8 - 4.7	3
	Grenade	3.5	2.3 - 4.1	3
69	Croatie	3.4	3.1 - 3.7	7
70	Brésil	3.3	3.1 - 3.6	7
	Chine	3.3	3.0 - 3.6	9
	Egypte	3.3	3.0 - 3.7	6
	Ghana	3.3	3.0 - 3.6	6
	Inde	3.3	3.1 - 3.6	10

Transparency International commissioned Prof. Dr J. Graf Lambsdorff of the University of Passau to produce the CPI table. For information on data and methodology, please consult the frequently asked questions and the CPI methodology: www.transparency.org/surveys/#cpi or www.icgg.org

Explanatory notes

* **CPI Score** relates to perceptions of the degree of corruption as seen by business people and country analysts, and ranges between 10 (highly clean) and 0 (highly corrupt).

** **Confidence range** provides a range of possible values of the CPI score. This reflects how a country's score may vary, depending on measurement precision. Nominally, with 5 percent probability the score is above this range and with another 5 percent it is below. However, particularly when only few sources are available, an unbiased estimate of the mean coverage probability is lower than the nominal value of 90%.

*** **Surveys used** refers to the number of surveys that assessed a country's performance. 12 surveys and expert assessments were used and at least 3 were required for a country to be included in the CPI.

Rang Du Pays	Pays/territoire	Note De l'IPC 2006*	** Intervalle de confiance	Sondages utilisés***
	Mexique	3,3	3,1 - 3,4	7
	Pérou	3,3	2,8 - 3,8	5
	Arabie Saoudite	3,3	2,2 - 3,7	3
	Sénégal	3,3	2,8 - 3,7	5
79	Burkina Faso	3,2	2,8 - 3,6	5
	Lesotho	3,2	2,9 - 3,6	5
	Moldavie	3,2	2,7 - 3,8	7
	Maroc	3,2	2,8 - 3,5	6
	Trinité-et-tobago	3,2	2,8 - 3,6	5
84	Algérie	3,1	2,7 - 3,6	5
	Madagascar	3,1	2,3 - 3,7	5
	Mauritanie	3,1	2,1 - 3,7	4
	Panama	3,1	2,8 - 3,3	5
	Roumanie	3,1	3,0 - 3,2	8
	Sri Lanka	3,1	2,7 - 3,5	6
90	Gabon	3,0	2,4 - 3,3	4
	Serbie	3,0	2,7 - 3,3	7
	Suriname	3,0	2,7 - 3,3	4
93	Argentine	2,9	2,7 - 3,2	7
	Arménie	2,9	2,7 - 3,0	6
	Bosnie-Herzégovine	2,9	2,7 - 3,1	6
	Erythrée	2,9	2,2 - 3,5	3
	Syrie	2,9	2,3 - 3,2	3
	Tanzanie	2,9	2,7 - 3,1	7
99	République Dominicaine	2,8	2,4 - 3,2	5
	Géorgie	2,8	2,5 - 3,0	6
	Mali	2,8	2,5 - 3,3	7
	Mongolie	2,8	2,3 - 3,4	5
	Mozambique	2,8	2,5 - 3,0	7
	Ukraine	2,8	2,5 - 3,0	6
105	Bolivie	2,7	2,4 - 3,0	6
	Iran	2,7	2,3 - 3,1	3
	Libye	2,7	2,4 - 3,2	3
	Macédoine	2,7	2,6 - 2,9	6
	Malawi	2,7	2,5 - 3,0	7
	Ouganda	2,7	2,4 - 3,0	7
111	Albanie	2,6	2,4 - 2,7	5
	Guatemala	2,6	2,3 - 3,0	5
	Kazakhstan	2,6	2,3 - 2,8	6
	Laos	2,6	2,0 - 3,1	4
	Nicaragua	2,6	2,4 - 2,9	6
	Paraguay	2,6	2,2 - 3,3	5
	Timor Est	2,6	2,3 - 3,0	3
	Vietnam	2,6	2,4 - 2,9	8
	Yémen	2,6	2,4 - 2,7	4
	Zambie	2,6	2,1 - 3,0	6
121	Bénin	2,5	2,1 - 2,9	6
	Gambie	2,5	2,3 - 2,8	6
	Guyane	2,5	2,2 - 2,6	5
	Honduras	2,5	2,4 - 2,7	6
	Népal	2,5	2,3 - 2,9	5
	Philippines	2,5	2,3 - 2,8	9
	Russie	2,5	2,3 - 2,7	8
	Rwanda	2,5	2,3 - 2,6	3
	Swaziland	2,5	2,2 - 2,7	3
130	Azerbaïdjan	2,4	2,2 - 2,6	7
	Burundi	2,4	2,2 - 2,6	5
	République centrafricaine	2,4	2,2 - 2,5	3
	Ethiopie	2,4	2,2 - 2,6	7
	Indonésie	2,4	2,2 - 2,6	10
	Papouasie Nouvelle Guinée	2,4	2,3 - 2,6	4
	Togo	2,4	1,9 - 2,6	3
	Zimbabwe	2,4	2,0 - 2,8	7
138	Cameroun	2,3	2,1 - 2,5	7
	Equateur	2,3	2,2 - 2,5	5
	Niger	2,3	2,1 - 2,6	5
	Venezuela	2,3	2,2 - 2,4	7
142	Angola	2,2	1,9 - 2,4	5
	République du Congo	2,2	2,2 - 2,3	4
	Le Kenya	2,2	2,0 - 2,4	7
	Kirghizstan	2,2	2,0 - 2,6	6
	Nigéria	2,2	2,0 - 2,3	7
	Pakistan	2,2	2,0 - 2,4	6
	Sierra Leone	2,2	2,2 - 2,3	3
	Tadjikistan	2,2	2,0 - 2,4	6
	Turkménistan	2,2	1,9 - 2,5	4
151	Belarus	2,1	1,9 - 2,2	4
	Cambodge	2,1	1,9 - 2,4	6

Rang Du Pays	Pays/territoire	Note De l'IPC 2006*	** Intervalle de confiance	Sondages utilisés***
	Côte d'Ivoire	2.1	2.0 - 2.2	4
	Guinée équatoriale	2.1	1.7 - 2.2	3
	Ouzbékistan	2.1	1.8 - 2.2	5
156	Bangladesh	2.0	1.7 - 2.2	6
	Tchad	2.0	1.8 - 2.3	6
	République Démocratique du Congo	2.0	1.8 - 2.2	4
	Soudan	2.0	1.8 - 2.2	4
160	Guinée	1.9	1.7 - 2.1	3
	Irak	1.9	1.6 - 2.1	3
	Myanmar	1.9	1.8 - 2.3	3
163	Haïti	1.8	1.7 - 1.8	3

Sources pour l'indice de Transparency International de Perceptions de la Corruption 2006

Numéro	1	2	3
Abréviation	CPIA	EIU	FH
Source	Banque mondiale (IDA et IBRD)	Economist Intelligence Unit	Freedom House
Nom	Evaluation de la politique et des institutions nationales (<i>Country Policy and Institutional Assessment</i>)	Country Risk Service and Country Forecast	Nations in Transit
Année	2005	2006	2006
Internet	http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/IDA/0,contentMDK:20933600~menuPK:2626968~pagePK:51236175~piPK:437394~theSitePK:73154,00.html	www.eiu.com	http://www.freedomhouse.org/research/natransit.htm
Qui était interrogé?	Equipes de pays, experts internes et externes à la banque	Evaluation par une équipe d'experts	Evaluation par des experts provenant ou résidant dans le pays respectif
Sujet demandé	Corruption, conflits d'intérêt, détournement des fonds ainsi que des efforts et des accomplissements de lutte contre la corruption	L'abus de l'office public pour le gain personnel ou celui du parti politique	Etendue de la corruption pratiquée par les gouvernements, selon la perception du grand public et le reportage des médias, ainsi que la mise en œuvre d'initiatives de lutte contre la corruption
Nombre de réponses	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Couverture	76 pays (aptés à recevoir des fonds IDA)	157 pays	29 pays/territoires
Numéro	4	5	6
Abréviation	IMD		MIG
Source	IMD International, Suisse, World Competitiveness Center, Lausanne, Suisse		Merchant International Group
Nom	World Competitiveness Yearbook		Grey Area Dynamics
Année	2005	2006	2006
Internet	www.imd.ch/wcc		www.merchantinternational.com
Qui était interrogé?	Cadres moyens et cadres supérieurs; compagnies nationales et internationales		Equipes d'experts et réseau de correspondants locaux
Sujet posé	Pots-de-vin et corruption dans l'économie		Corruption, allant des pots-de-vin aux ministres de gouvernement aux subornations payables aux « petits fonctionnaires »
Nombre de réponses	Plus de 4000		Non applicable
Couverture	51 pays		155 pays
Numéro	7	8	9
Abréviation	PERC		UNECA
Source	Political & Economic Risk Consultancy		La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
Nom	Asian Intelligence Newsletter		Rapport de gouvernance de l'Afrique
Année	2004	2006	2005
Internet	www.asiarisk.com/		http://www.uneca.org/agr/
Qui était interrogé?	Cadres et hommes d'affaires expatriés		Enquête d'experts nationaux (entre 70 et 120 dans chaque pays)
Sujet posé	Quel est le degré de gravité du problème de la corruption dans le pays où vous travaillez ainsi que dans votre pays d'origine ?		"Contrôle de la corruption". Ceci comprend les aspects liés à la corruption dans le législatif, le judiciaire, l'exécutif et dans la collecte des impôts. Les aspects de l'accès à la justice et aux services de gouvernement sont également concernés
Nombre de réponses	Plus de 1000	Plus de 1000	Approximativement 2800
Couverture	12 pays	14 pays	28 pays
Nombre	10	11	12
Abréviation	FEM		WMRC
Source	Forum économique mondial		World Market Research
Nom	Global Competitiveness Report		Risk Ratings
Année	2005/06	2006/07	2005
Internet	www.weforum.org		www.wmrc.com
Qui était interrogé?	Homme d'affaires de haut niveau ; entreprises nationales et internationales		Equipe d'experts
Sujet posé	Les paiements supplémentaires non-officiels ou pots-de-vin impliquant plusieurs gouvernements.		La possibilité de rencontrer des agents publics officiels corrompus, allant de la petite corruption administrative à la grande corruption politique.
Nombre de réponses	10993	CA. 11000	Non applicable
Couverture	117 pays	125 pays	186 pays

Foire aux Questions

Indice de Perceptions de la Corruption (IPC) 2006 de Transparency International

Généralités

- Qu'est-ce que l'Indice de Perceptions de la Corruption?
- Comment la corruption est-elle définie dans le cadre de l'IPC ?
- Pourquoi l'IPC se fonde-t-il uniquement sur des perceptions ?

Méthode

- Combien de pays sont inclus dans l'IPC 2006 ?
- Pourquoi certains pays ne figurent-ils plus dans l'IPC, et pourquoi comprend-il de nouveaux pays?
- Quels pays pourraient être inclus dans les futurs IPC ?
- Quelles sont les sources de données de l'IPC ?
- À qui appartiennent les opinions prises en compte par les enquêtes utilisées dans l'IPC ?
- L'IPC est-il influencé par ses propres résultats des années précédentes ?
- La méthodologie de l'IPC 2006 a-t-elle changé ?
- Comment TI assure-t-il le contrôle de qualité de l'IPC ?

Interprétation de l'IPC

- Qu'est-ce qui importe le plus, le rang ou la note d'un pays ?
- Le pays ayant obtenu la note la plus faible est-il le pays le plus corrompu au monde ?
- Exemple : qu'indique le classement d'Haïti selon l'IPC 2006 ?
- Peut-on comparer les notes des pays inclus dans l'IPC 2006 avec celles des IPC antérieurs ?
- Vu l'importance (ou le manque) de réformes anti-corruption et la récente mise à jour de scandales de corruption, pourquoi le score d'un pays donné n'a-t-il pas changé davantage?

Changement dans les notes entre 2005 et 2006

- Quels pays ont vu leur note chuter de façon significative entre 2005 et 2006 ?
- Quels pays ont vu leur note s'améliorer de façon significative ?

Utilisation de l'IPC

- L'IPC est-il une mesure fiable du niveau de corruption perçu d'un pays ?
- L'IPC est-il une mesure fiable pour les décisions relatives à l'allocation de l'aide au développement ?

La lutte de Transparency International contre la corruption et l'IPC

- Comment l'IPC est-il financé ?
- Quelle est la différence entre l'IPC et le Baromètre Mondial de la Corruption (BMC) de TI ?
- Quelle est la différence entre l'IPC et l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs (IPCE) de TI ?

Généralités

Qu'est-ce que l'IPC ?

L'Indice de Perceptions de la Corruption de TI classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite, un sondage émanant de plusieurs sondages, faisant appel à des données sur la corruption tirées de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants dignes de confiance. Il reflète des points de vue du monde entier, dont celui des experts qui résident dans les pays évalués. Johann Graf Lambsdorff, professeur d'université à Passau en Allemagne, est chargée d'établir l'IPC pour Transparency International.

Comment la corruption est-elle définie dans le cadre de l'IPC ?

L'IPC de TI concentre son attention sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Les sondages utilisés pour établir l'IPC posent des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel (par exemple, la corruption d'agents publics, les pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, le détournement des fonds publics) ou des questions qui sondent la fermeté des politiques de lutte contre la corruption, incluant de ce fait la corruption administrative et la corruption politique.

Pourquoi l'IPC se fonde-t-il uniquement sur des perceptions ?

Il est difficile d'évaluer les niveaux de corruption dans différents pays en se fondant sur des données empiriques rigoureuses, par exemple en comparant le montant des pots-de-vin et le nombre de poursuites judiciaires ou de procès. Dans ce cas par exemple, de telles données comparatives ne reflètent pas les niveaux réels de corruption, mais plutôt l'aptitude de l'appareil judiciaire et/ou des médias à dévoiler la corruption sévissant dans les pays. Une méthode solide pour rassembler des données comparatives consiste donc à se baser sur l'expérience et les perceptions de ceux et celles qui sont le plus directement confrontés aux réalités de la corruption dans un pays.

Méthode

Combien de pays sont inclus dans l'IPC 2006 ?

L'IPC 2006 classe 163 pays. En 2005, l'IPC comprenait 159 pays.

Pourquoi certains pays ne figurent-ils plus dans l'IPC, et pourquoi comprend-il de nouveaux pays ?

Le TI exige au moins trois sources afin d'inclure un pays dans l'IPC. Le changement de la couverture des pays de l'IPC 2006 provient de l'inclusion d'une nouvelle source, l'évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale, tandis que deux sources (le State Capacity Survey de Columbia University et l'Information International's Survey du Middle Eastern Business people) ne sont pas inclus dans l'IPC 2006 par faute de leur ancienneté d'âge de plus de deux ans.

Le fait que ces sondages aient été mis à l'écart a eu pour conséquence que les pays suivants n'apparaissent pas dans l'IPC : l'Afghanistan, les îles Fidji, le Libéria, la Palestine et la Somalie. L'inclusion du CPIA et l'augmentation de la couverture de pays par le PERC ont, en outre, permis à l'IPC 2006 de TI d'inclure les nouveaux pays suivants : le Bhoutan, la République Centrafricaine, la Dominique, le Timor Est, Grenade, la Guinée, Macao, la Mauritanie et le Togo.

Quels pays pourraient être inclus dans les futurs IPC?

Les pays ou territoires ayant deux séries de données sont : l'Afghanistan, Antigua et Barbuda, les Bahamas, les Bermudes, le Cap Vert, les îles Cayman, les Comores, le Djibouti, les îles Fidji, la Guinée-Bissau, le Libéria, les Maldives, la Palestine, le Porto Rico, Samoa, l'archipel de Sao Tomé-et-Principe, l'île de Sainte Lucie, St Vincent et les Grenadines et la Somalie. Pour tous les pays / territoires ci-dessus, au moins un ensemble de données de plus est nécessaire pour leur inclusion dans l'IPC.

Les pays ou territoires n'ayant qu'un seul ensemble de données sont : l'Andorre, Anguilla, Aruba, Brunei, la Guyane française, la Guadeloupe, Kiribati, le Liechtenstein, la Martinique, les Antilles néerlandaises, la Corée du Nord, les îles Salomon, la Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès, les îles Salomon, Tonga, Vanuatu et les Îles Vierges (USA). Pour tous les pays/territoires ci-dessus, il est nécessaire d'obtenir au moins deux ensembles de données supplémentaires pour qu'ils soient inclus dans l'IPC.

Quelles sont les sources de données pour l'IPC ?

L'IPC 2006 se fonde sur 12 enquêtes et sondages différents réalisés par 9 organismes indépendants. TI entend s'assurer que les sources utilisées sont de la plus haute qualité et que les enquêtes sont effectuées selon le plus grand niveau d'intégrité. Pour être retenues, les données doivent être bien documentées et suffisantes pour permettre de juger de leur fiabilité. Toutes les sources doivent fournir un classement des nations et doivent mesurer l'ampleur générale de la corruption. Cette condition exclut les enquêtes qui mélangent la corruption avec d'autres sujets, tels que par exemple, l'instabilité politique et le nationalisme.

Les données pour l'IPC ont été fournies gracieusement à TI. Certaines sources ne permettent pas la divulgation des données contribuées ; d'autres sources sont d'accès public. Pour une liste complète des sources d'enquêtes, les détails des questions posées et le nombre de personnes interrogées, veuillez consulter les documents complets de la méthodologie de TI sur les sites <http://www.transparency.org/surveys/index.html#cpi> ou <http://www.ICGG.org>

A qui appartiennent les opinions prises en compte par les enquêtes utilisées dans l'IPC ?

L'expertise reflétée dans les notes d'IPC émane d'une entente des pratiques corrompues tenues par les personnes basées dans le monde industrialisé ainsi qu'en voie de développement. Les enquêtes sont effectuées auprès des milieux d'affaires et des analystes-pays. Les enquêtes utilisées par l'IPC emploient deux types d'échantillons, non-résidents et résidents. Il est important de noter que les points de vue des résidents se corrèlent bien avec ceux des experts non-résidents.

L'IPC est-il influencé par ses propres résultats des années précédentes ?

L'IPC de TI a obtenu une proéminence étendue dans les médias internationaux depuis sa première publication en 1995. Ceci a soulevé l'inquiétude que les jugements des participants pourraient être influencés par les données publiées par TI, ce qui présenterait un problème de circularité. Cette hypothèse a été mise en examen en utilisant une question de sondage posée auprès des dirigeants des milieux d'affaires autour du monde. D'après les résultats provenant de plus de 9000 réponses, la connaissance de l'IPC n'induirait pas les experts en matière d'affaires à « suivre le troupeau ». La connaissance de l'IPC peut motiver les participants à déterminer leurs propres points de vue. Ceci indique fortement qu'il n'y a aucune circularité dans la présente approche.

La méthodologie de l'IPC 2006 a-t-elle changé ?

La méthodologie utilisée en 2006 a subi un léger changement. L'IPC 2006 ne reflète plus une moyenne mobile de trois ans, mais emploie maintenant seulement des données sur deux ans. Par conséquent, l'IPC 2006 de TI emploie uniquement des données de 2005 et de 2006. La raison de ce changement méthodologique était de se baser davantage sur des données pertinentes. Bien que ce changement ne permette pas à l'IPC de refléter les toutes dernières politiques de lutte contre la corruption, cela peut cependant permettre la capacité d'évaluation individuelle des pays à tenir compte de développements récents, sans pour autant diminuer la précision de mesure.

Comment TI assure-t-il le contrôle de qualité de l'IPC ?

La méthodologie de l'IPC est passée en revue par un Comité consultatif d'indices se composant d'experts internationaux de grand renom dans les domaines de la corruption, de l'économétrie et des statistiques. Les membres du comité mettent en avant des suggestions pour améliorer l'IPC, mais la direction de TI prend les décisions finales liées à la méthodologie utilisée.

Interprétation de l'IPC

Qu'est-ce qui importe le plus, le rang ou la note d'un pays ?

Tandis que le classement permette à TI de créer un indice, la note d'un pays est une indication bien plus importante de la perception du niveau de corruption d'un pays. Le rang d'un pays peut changer simplement en raison de l'inclusion de nouveaux pays dans l'indice ou de l'absence d'autres.

Le pays ayant obtenu la note la plus faible est-il le pays le plus corrompu au monde ?

Non. Le pays ayant la note la plus faible est celui où le niveau de corruption est perçu comme étant le plus élevé parmi les pays compris sur la liste. Il existe plus de 200 nations souveraines dans le monde, et le dernier IPC 2006 classifie 163 d'entre eux. L'IPC ne fournit aucune information au sujet des pays qui n'y sont pas inclus.

Exemple : qu'indique le classement d'Haïti selon l'IPC 2006 ?

La corruption en Haïti a été perçue comme étant la plus élevée d'après l'IPC 2006. Ceci n'indique pas cependant qu'Haïti soit le pays le plus corrompu ou que les haïtiens soient les personnes les plus corrompues. Tandis que la corruption reste l'un des plus grands défis à la bonne gouvernance, au développement et à la réduction de la pauvreté en Haïti, la grande majorité du peuple sont de simples victimes de la corruption. La corruption par un nombre limité de particuliers puissants, et l'échec des dirigeants et des institutions à contrôler ou empêcher la corruption, n'implique pas qu'un pays ou ses habitants soient plus corrompus.

Peut-on comparer les notes des pays inclus dans l'IPC 2006 avec celles des IPC antérieurs ? L'Indice donne avant tout un aperçu des points de vue des milieux d'affaires et des analystes pays relatifs à l'année en cours ou dans les récentes années, et porte une attention moins prononcée aux tendances d'une année à l'autre. Toute comparaison faite avec les années antérieures devrait être uniquement fondée sur la note du pays et non pas sur son rang dans le classement, comme indiqué précédemment.

Le rang d'un pays peut changer d'une année sur l'autre en raison d'un changement de perception de la performance d'un pays ou d'un changement de l'échantillonnage et de la méthodologie utilisés pour l'IPC.

La seule manière de comparer de manière fiable la note d'un pays sur une période donnée est de revenir aux sources individuelles d'enquêtes, chacune pouvant impliquer un changement d'évaluation.

Vu l'importance (ou le manque) de réformes anti-corruption et la récente mise à jour de scandales de corruption, pourquoi le score d'un pays donné n'a-t-il pas change davantage?

Il est souvent difficile d'améliorer la note de l'IPC sur une courte période de temps. L'IPC 2006 se fonde sur les données des deux dernières années liées à des perceptions qui peuvent avoir été formées il y a de cela plus longtemps encore. Cela signifie qu'un changement dans les perceptions de la corruption n'apparaîtrait dans l'Indice que sur de longues périodes.

Changement dans les notes entre 2005 et 2006

Quels pays ont vu leur note chuter le plus entre 2005 et 2006 ?

Quels pays ont vu leur note chuter le plus entre 2005 et 2006 ?

Les comparaisons d'une année sur l'autre est problématique, pour les raisons notées ci-dessus. Cependant, dans la mesure où des changements peuvent être retracés à des sources individuelles, des tendances peuvent être identifiées avec précaution. En termes de détériorations entre l'IPC de 2005 et celui de 2006, on peut noter les exemples du Brésil, de Cuba, d'Israël, de la Jordanie, du Laos, des Seychelles, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie et des Etats-Unis. Dans ces cas, les changements ont en fait pris place au cours des deux dernières années.

Quels pays ont vus leur note s'améliorer le plus?

En suivant la même caution, sur la base de données provenant de sources continuellement utilisées par l'indice des améliorations peuvent être observées de 2005 à 2006 pour

l'Algérie, la République tchèque, l'Inde, le Japon, la Lettonie, le Liban, l'Île Maurice, le Paraguay, la Slovénie, la Turquie, le Turkménistan et l'Uruguay.

Utilisation de l'IPC

L'IPC est-il une mesure fiable du niveau de corruption perçu du pays ?

L'IPC est un outil solide pour mesurer la perception de la corruption. En tant que tels, l'IPC a été examiné et utilisé de manière étendue par les universitaires et analystes. La fiabilité de l'IPC diffère cependant selon les pays. Les pays ayant un nombre élevé de sources et dont les évaluations fournies par les sources ne diffèrent que faiblement (indiquées par un intervalle de confiance restreint) donnent une plus grande fiabilité en termes de leurs notes et classement ; il en va de même pour l'inverse.

L'IPC est-il une mesure fiable pour les décisions relatives à l'allocation de l'aide au développement?

Quelques gouvernements ont cherché à employer les notes de corruption pour déterminer à quels pays accorder de l'aide ou pas. TI n'encourage pas à ce que l'IPC soit utilisé de cette façon. Les pays étant perçus comme très corrompus ne peuvent pas être mis à l'écart – c'est ceux-là tout particulièrement qui ont le plus grand besoin d'aide afin d'émerger de la spirale de corruption-pauvreté. Si on pense qu'un pays est corrompu, ceci devrait servir de signal aux donateurs que l'investissement est nécessaire dans des approches systémiques pour combattre la corruption. Si un pays est perçu comme corrompu, ceci devrait servir de signal aux bailleurs de fonds que des investissements sont nécessaires auprès d'approches systémiques de lutte contre la corruption. Si les bailleurs de fonds ont l'intention de soutenir des projets de développement majeurs dans des pays perçus comme corrompus, ils devraient porter une attention particulière aux « signes avant-coureurs » et s'assurer que les processus appropriés de contrôle de la corruption sont mis en place.

La lutte de Transparency International contre la corruption et l'IPC Comment l'IPC est-il financé?

Transparency International est financé par diverses agences gouvernementales, fondations internationales et corporations, dont l'aide financière rend l'IPC possible. Un soutien additionnel aux instruments de mesure de TI est fourni par Ernst & Young. TI n'endosse pas la politique d'une entreprise en acceptant son soutien financier et n'implique aucun de ses supporteurs financiers dans la gestion de ses projets. Pour de plus amples informations sur le financement de TI, veuillez visiter http://www.transparency.org/support_us

Quelle est la différence entre l'IPC et le Baromètre Mondial de la Corruption (BMC) de TI ?

L'IPC évalue la perception d'experts des niveaux de corruption dans le secteur public à travers les pays tandis que le Baromètre Mondial de la Corruption (voir <http://www.transparency.org/surveys/index.html#barometer>) s'intéresse aux attitudes du grand public envers la corruption et les expériences liées à la corruption parmi le grand public.

Quelle est la différence entre l'IPC et l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs (ICPE) de TI ?

L'IPC indique les niveaux généraux de corruption des pays, alors que l'ICPE se concentre sur la propension des entreprises originaires des principaux pays exportateurs à verser des pots-de-vin à l'étranger – créant ainsi le « côté de l'offre » de la corruption. La dernière

publication de l'IPCE date d'Octobre 2006 et peut être consultée sur le site <http://www.transparency.org/surveys/#bpi>.